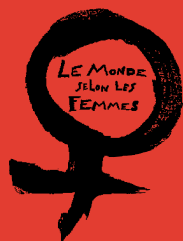


# Palabr<sup>a</sup><sub>e</sub>S



N°10 • 2002



---

« Femmes en migration »

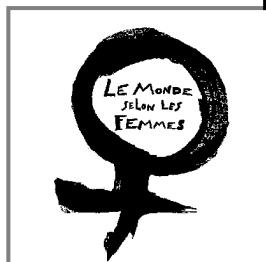
---

---

---

---

# Palabr<sup>a</sup><sub>e</sub>S



N°10 • 2002

## SOMMAIRE

- Editorial
- La revue et le réseau Palabre/as
- MUDHA (République dominicaine)
- Le Collectif des femmes (Belgique)
- Le RDFN (Niger)
- Alegria (Belgique)
- Nostri Diritti (Italie)
- Anacaona (Belgique)
- FASTI (France)
- Décembre 18 (International)
- Nouvelles du Réseau Palabras

**Éditrice responsable** : Hélène Ryckmans

**Groupe de travail du projet Raconter et Écrire** :

Rebeca Alamo, Bienne Baron, Carmelina Carracillo,  
Gladys Cifuentes, Poupette Choque, Namur Corral,  
Marcela de la Peña, Isabelle Jacquet,  
Patricia Muñoz, Magali Verdier,  
Patricia Vandamme

**Illustration de couverture** : Claire Hilgers

**Illustrations intérieures et mise en page** : © Clarice

**Photos** : p. 4 MUDHA, p. 12 Collectif des femmes,  
p. 18 Aminatou Habibou

**Traductions pour ce numéro** : Dulce Kugler, Isabelle  
Slinckx, Cristina Reyna

**Imprimerie** : Editions Rencontres asbl

Merci à toutes celles et ceux qui ont permis  
la réalisation de ce numéro !

# ÉDITORIAL

## Femmes en migration

L'immigration est un phénomène économique, politique et social, fruit des relations de dépendance entre les pays riches du Nord et les pays pauvres du Sud. Autrefois considérée comme une solution aux problèmes économiques du Nord, elle est perçue aujourd'hui comme une invasion par les pays pauvres. Elle est aussi la conséquence de différents problèmes qui se posent dans le monde globalisé.

Depuis peu, les femmes aussi migrent, quittent leur milieu d'origine, leur environnement pour des raisons diverses : crise économique, regroupement familial, violences (religieuses, culturelles, sexuelles ou sociales), déstabilisation politique, guerres ou catastrophes naturelles. Mais c'est principalement pour des raisons économiques que les femmes migrantes quittent le Sud.

Elles migrent de plus en plus souvent seules, chefs de ménage, et toujours elles assurent, par leur travail, un rôle clé pour la survie de leur famille restée au pays ou immigrée elle-aussi. Mais l'invisibilité des femmes migrantes dans leur société d'accueil est évidente. Il est donc très important de mettre en lumière les spécificités des migrations des femmes, de leur insertion par le travail dans la société d'accueil.

Depuis 96, le Monde selon les femmes s'est impliqué dans un travail de partenariat avec des associations de migrantes en Belgique. Par l'organisation de colloques communs en 96 et 98 ; dans le cadre de la plate-forme "travail et citoyenneté" en mars 98, et depuis janvier 2001, au sein de la plate-forme "Migration et Développement" avec d'autres ONG belges. Une étude sur l'accès à l'emploi des femmes migrantes a été réalisée par le Monde selon les femmes et une autre sur les migrantes et la santé reproductive est en cours.

Ce numéro de Palabras sur les migrations a lui-même connu beaucoup d'aller et venues ; il a mis du temps, beaucoup de temps, à éclore et est un peu le reflet du temps nécessaire pour se découvrir et pour se dire. Il est en effet difficile pour les associations de regrouper et travailler avec les migrantes. Il nous semblait aussi important de montrer également le vécu de la migration Sud-Sud. Et ce numéro est loin d'avoir abordé tous les sujets : on n'a pas, par exemple, traité la question de l'asile.

MUDHA, en **République dominicaine**, a mené à bien plusieurs programmes bénéficiant à la population des camps d'ouvriers de la canne à sucre. Il s'agit de pro-

grammes de santé communautaire, de formation pour femmes, pour adolescentes et jeunes filles, des programmes de droits humains et assistance légale, de santé et droits reproductifs pour femmes, de soins aux femmes battues et violées. MUDHA lutte pour la promotion de l'empowerment des femmes et pour la non discrimination des Dominicains d'ascendance haïtienne.

En **Belgique**, le Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve s'approche des femmes migrantes dans une optique de réciprocité, les femmes étrangères offrant leur savoir-faire et leur expérience de terrain. Avec elles, les permanentes du Collectif définissent les objectifs et les orientations des formations, de manière à répondre ensemble aux besoins et problèmes rencontrés par chacune.

Au **Niger**, les femmes "exodantes" partent en Côte d'Ivoire pour chercher de l'argent. Elle veulent permettre à leurs enfants d'aller à l'école, payer les cérémonies du mariage de leurs filles. Certaines femmes vendent leur bien ou empruntent une somme à la caisse d'épargne mobilisée par le RDFN. Elles laissent leurs enfants au village mais ne partent pas les mains vides. Avant de quitter le Niger, elles achètent des produits typiques. Après un an, elles reviennent au village avec des produits à vendre. Les femmes qui quittent le village apprennent beaucoup de chose dans leur exode, elles se lancent dans de nouvelles activités économiques ou changent leur projet de vie.

Les femmes migrantes, habituées à effectuer les tâches domestiques dans leurs pays, prennent conscience de la valeur du travail effectué : le travail leur donne les moyens de vivre ici et donne aussi les moyens de vivre à leurs familles au Sud. C'est à ce moment-là qu'un questionnement émerge sur la domesticité comme unique espace d'activité dite féminine et que des alternatives sont recherchées.

Elles n'ont ni droits civiques ni droits sociaux, en plus des difficultés comme l'isolement, la crainte, l'individualisme, la position entre deux cultures. Mais leur capacité d'être indépendantes de l'homme et de pouvoir vivre sans oppression patriarcale leur donne envie de rester. L'émigration, comme stratégie, a aussi pour conséquence des changements dans les rapports de genre.

Ainsi, les femmes migrantes s'organisent pour affirmer leurs racines, pour se défendre contre les discriminations (racistes ou de genre) mais aussi pour s'affirmer comme actrices du développement dans la société d'accueil. Des présentations d'organisations comme Anacaona (**Belgique**), Fasti (**France**), Notri Diritti (**Italie**), Décembre 18 (**international**), le mettent en évidence.

## LA REVUE ET LE RÉSEAU PALABRE/AS



Le projet vise à faire raconter et écrire par des groupes de femmes du Sud et du Nord une action concrète, quelque chose qu'elles ont fait, qu'elles aimeraient faire connaître et qui illustre leur engagement social.

Le point de départ est la conviction que les groupes de femmes du Nord et du Sud agissent, réagissent et prennent leur avenir en main dans le champ de leurs "possibles". Elles ont dès lors des choses intéressantes et mal connues à raconter et à écrire.

L'échange de récits se fait entre les mondes francophone et hispanophone (Europe latine, Amérique latine et Afrique francophone). Les récits, qui sont toujours collectifs, présentent des réalisations concrètes.

Ces récits croisés remplissent un objectif d'éducation au développement car ils montrent les solidarités possibles, à partir de diagnostics similaires sur des situations comparables. L'échange de pratiques montre à la fois la "palette" de vécus différents, venus des réalités de chaque groupe social, de chaque pays, de chaque culture et la proximité de sentiments (joie ou peine), de faits et de démarches adoptées dans le but d'accroître l'autonomie des femmes.

### Objectifs du projet

#### LE PROJET VISE TROIS OBJECTIFS :

1 la diffusion d'expériences concrètes de groupes de femmes auprès d'un large public ;

2 l'apprentissage et la connaissance mutuelle, afin de créer des synergies entre groupes de femmes grâce à des récits croisés ;

3 la mise au point d'outils d'animation (pour l'éducation au développement et les formations) sur Genre et développement.

#### LE PROJET A TROIS COMPOSANTES :

1 la publication d'une revue, éditée en même temps en français et en espagnol. Le Monde selon les femmes a déjà publié neuf numéros thématiques de la revue Palabras\* ;

2 la mise en place progressive d'un réseau d'échanges et de contacts ;

3 l'organisation de rencontres entre les associations participant au projet.

\* Le n° 0 sur les violences contre les femmes ; le n° 1 sur l'agriculture durable ; le n° 2 sur l'emploi ; le n° 3 sur la santé et les droits reproductifs ; le n° 4 sur la citoyenneté ; le n° 5 sur les femmes dans la ville ; le n° 6 sur les organisations d'appui aux femmes ; le n° 7 spécial "Marche mondiale" le n° 8 sur l'art au féminin ; le n° 9 sur les formations.



*MUDHA travaille avec des groupes de femmes d'origine haïtienne*

## **Contact**

Solange Pierre  
Coordinatrice de MUDHA  
Apartado postal 136-B  
Calle Pedro A. Llubere N°1, Gazcue  
Santo Domingo - République dominicaine

**Tél** 1 809 688 7430

**Fax** 1 809 689 35 32

**E mail** mudha@hotmail.com

**Site web** <http://kiskeya-alternative.org/mudha>



# MUDHA

## (République dominicaine)

### MUDHA mouvement de femmes dominico-haïtiennes



MUDHA est une organisation non gouvernementale qui travaille avec la population d'immigrant(e)s haïtien(ne)s et leurs descendants en République dominicaine. Nous avons cinq programmes de base :

- Programme d'assistance légale et droits humains
- Santé
- Education formelle pour garçons et filles
- Qualification de promotrices et groupes communautaires
- Organisation et qualification des immigrant(e)s haïtien(ne)s. Car nous savons que cette population est la plus pauvre parmi les pauvres, la plus maltraitée et exploitée.

### Comment MUDHA est né



Créé en 1983, MUDHA a toujours travaillé en faveur de la population des bateyes. Les bateyes sont des camps de travail et d'hébergement destinés aux ouvriers haïtiens qui travaillent dans les plantations de canne à sucre en République dominicaine. (Haïti et la République dominicaine se partagent deux parties d'une seule île). Mudha travaille en particulier avec les femmes, car celles-ci représentent le groupe le plus vulnérable du pays : de tous les pauvres ce sont elles les plus pauvres, touchées par un degré élevé de discrimination, de marginalisation et d'exclusion.

Le mouvement est constitué d'une Assemblée générale et d'un Comité directeur. L'Assemblée générale se réunit tous les trois ans et les groupes de base avec lesquels nous travaillons dans les bateyes y participent.

Bien que MUDHA soit en principe une organisation de femmes, notre travail s'étend aussi aux questions des droits humains, de migration et en particulier à la défense du droit à un nom et à la nationalité dominicaine pour les Dominicains d'ascendance haïtienne.

Dans notre travail, nous tentons d'offrir aux habitants des communautés des possibilités de participation. Nous organisons et donnons des formations aux groupes pour qu'ils soient en mesure de s'autogérer, en identifiant leurs problèmes et en élaborant des stratégies pour les résoudre. Nous essayons, par-là, que ces personnes jouent un rôle de sujets dans la recherche de solutions à leurs problèmes et qu'ils ne soient pas seulement l'objet de ces solutions.

En guise d'exemple de cette ligne de conduite, nous pouvons noter le passage de l'ouragan Georges qui a fort affecté les communautés des bateyes, en détruisant pratiquement les petites habitations de ces communautés. Le lendemain du passage de l'ouragan, les communautés s'organisaient déjà pour commencer la réparation de leurs propriétés. Ces travaux ont été réalisés par les groupes communautaires, MUDHA se contentant de leur offrir un appui pour la collecte de certains matériaux. Les femmes, les personnes âgées, les jeunes, la population en général, tous ont participé à cette tâche. Il s'agissait donc déjà de travail collectif.

En matière de droits humains, sociaux et politiques, nous essayons de travailler sur le plan national, mais c'est extrêmement difficile, le thème de l'immigration étant complexe. Nous tentons de mettre en place une alliance stratégique sur ces thèmes avec d'autres groupements qui travaillent sur les thématiques des droits humains et des migrants, mais tous ne sont pas d'accord pour aller jusqu'au bout.

Sur le plan national, nous faisons partie, entre autres, de la Coordination des organisations non-gouvernementales dans le secteur de la femme, du Réseau de rencontre dominico-haïtien Jacques Vieau (REDH) et du Collectif Femme et santé. Au niveau international, nous sommes membre du Réseau latino-américain des femmes noires, de Afro America XXL et nous entretenons des relations avec des femmes migrantes dans des pays d'Amérique, d'Europe et d'Asie. **Nous estimons que les pays du Nord et du Sud doivent se connaître mutuellement, qu'il faut augmenter les échanges, mieux connaître nos réalités différentes, découvrir les valeurs que nous avons en commun et pouvoir ainsi travailler ensemble.**



## Racisme et anti-haïtianisme



Le racisme et l'anti-haïtianisme sont les instruments idéologiques les plus puissants que les classes économiques dominantes de la République dominicaine utilisent pour justifier et garantir l'exploitation de la travailleuse et du travailleur haïtiens. La construction du racisme anti-africain et d'autres stéréotypes ethniques ont servi à séparer des générations qui ont été victimes de cette manipulation.

Le système de production basé sur le travail forcé dans le Nouveau monde a été imposé pour justifier l'injustifiable. Ce fut une idéologie des classes dominantes, comme l'indique l'historien Roberto Cassá. C'est devenu un facteur social tellement important qu'il a réussi à pénétrer les différents groupes sociaux qui n'appartenaient pas nécessairement aux classes dominantes et même à exercer jusqu'à nos jours une grande influence sur les masses populaires exploitées, composées essentiellement de mulâtres et de noirs.

La discrimination raciale et ethnique en République dominicaine fait partie de l'histoire coloniale. L'on note tout au long de l'histoire un rejet marqué vis-à-vis de la population descendant des africains. Il s'agit d'une idéologie imposée par les gouvernements qui ont minimisé et méprisé la composante culturelle nationale liée à ce qui est africain. Cette idéologie qui règne dans les sphères du pouvoir et les classes dominantes diffuse le stéréotype selon lequel "être noir" ou "se considérer comme noir" dans notre pays est synonyme d'être haïtien ou haïtienne. Ce racisme envers les noirs se transforme automatiquement en racisme anti-haïtien ; cette idée est reproduite et devient une doctrine socio-politique et économique.

Les relations historiquement controversées entre Dominicains et Haïtiens remontent à l'époque de la conquête, mais surtout à l'époque de l'indépendance d'Haïti. Rappelons que Haïti est le premier pays constitué par des individus ayant conquis leur liberté en vainquant ceux qui les maintenaient en esclavage. Il nous semble que le rejet marqué des Haïtiens trouve son origine dans le fait que la République dominicaine a obtenu son indépendance de Haïti, après 22 ans d'occupation, de 1822 à 1844. Ce fait historique devient alors un paradigme de la survie d'un nationalisme qui se nourrit de la théorie raciste. A travers des pratiques racistes à l'intérieur de la République dominicaine, on veut nier le fait que 70 à 80 % de la population du pays est noire ou mulâtre et que la composante africaine y est largement majoritaire. En République dominicaine, on ne reconnaît comme noir que le Haïtien ou la Haïtienne, ce qui amène la population dominicaine à se sentir supérieure à la population haïtienne.

## L'immigration d'Haïtiens en République dominicaine



Les processus migratoires touchent le monde entier. Aucun pays de notre planète n'échappe à ce phénomène. Les habitants des pays les plus pauvres émigrent vers les pays plus développés et plus riches. Les Dominicains et Dominicaines émigrent par exemple vers les Etats-Unis et Puerto Rico. De Haïti, l'émigration se dirige vers la République dominicaine et d'autres destinations. L'émigration de Haïti vers la République dominicaine est tolérée ou encouragée par des entreprises privées et publiques du pays. Autrement dit, cette immigration représente un net soutien au système économique dominicain. L'immigration non-contrôlée de ressortissants haïtiens vers le territoire dominicain garantit une main d'œuvre bon marché pour le secteur de la production agricole du pays et surtout de la production sucrière qui ne pourrait survivre sans son exploitation. De plus, cette immigration est de plus en plus indispensable au secteur de la construction, en croissance. Ces immigrés sont entrés et entrent en République dominicaine dans le cadre de contrats ou d'accords conclus entre les gouvernements haïtien et dominicain ou directement par un de ces Etats avec les travailleurs. Les travaux réservés aux immigrés sont les plus durs et les moins bien payés, raison pour laquelle on en écarte les ouvriers nationaux.

### Les femmes des bateyes



Dans l'idée des concepteurs des bateyes, ces communautés ont été conçues pour les ouvriers agricoles. Les bateyes sont des lieux isolés des villes, des centres des provinces, des municipalités. Elles sont situées dans les zones sucrières. Ces communautés manquent de services de base : santé, eau potable, services sanitaires, éducation, logements...

Les femmes ne travaillent pas systématiquement et directement dans la production de sucre mais malgré cela il nous semble qu'elles constituent un élément déterminant dans le séjour des ouvriers agricoles dans les bateyes. Ce sont elles qui se chargent de la préparation de la nourriture destinée tant à la vente collective qu'à la famille individuelle, elles lavent le linge, s'occupent des enfants ; ce sont les femmes le principal soutien des travailleurs et du développement des bateyes.

Dans le milieu professionnel, les femmes ne sont pas considérées comme sujets de contrats de travail, même si elles participent à des travaux considérés comme importants pour le maintien de la production de sucre comme les semis de la canne, l'épandage d'engrais, l'arrachage des mauvaises herbes des champs de canne, le nettoyage des tranchées... Les femmes sont toujours chargées des tâches les plus dures



mais elles n'ont par exemple pas le droit d'occuper seules un logement.

La plupart du temps, les femmes arrivent dans le pays avec leur mari. D'autres arrivent sur le sol dominicain apparemment seules ; les célibataires sont encouragées à émigrer et à rester dans les bateyes. La stratégie des contractants est de garder un groupe de femmes dans la communauté car ils savent qu'il est difficile de

faire rester les ouvriers agricoles une année entière. Cette stratégie nuit sensiblement aux femmes, puisqu'une femme doit se chercher un compagnon même s'il ne lui plaît pas réellement, étant donné que les propriétaires des raffineries ne lui donnent pas le droit de posséder un logement si elle n'est pas accompagnée par un homme.

Les femmes jouent aussi le rôle de reproductrices de main d'œuvre dans les communautés, mais elles ont de graves problèmes de santé liés à la maternité. La violence des hommes au sein de la famille est une autre source d'inquiétude qui touche non seulement les femmes mais aussi leurs fils et leurs filles.

Il y a beaucoup de mères célibataires dans les bateyes. Dans un environnement qui leur offre peu de possibilités pour gagner leur vie, les femmes doivent nécessairement cohabiter avec un homme, en l'absence de véritable lien affectif. De ces unions naissent des enfants, l'homme s'en va, la situation de ces femmes célibataires se complique et malheureusement il ne leur reste que la solution de se prostituer puisqu'elles ne peuvent abandonner leurs enfants comme le fait l'homme.

Peu de choix s'offrent aux jeunes filles des bateyes. L'analphabétisme est élevé, celles qui réussissent à commencer l'école doivent en rester à un niveau bas de scolarisation. De plus, dans un environnement aussi violent, elles courent le risque d'être violées, quelquefois par des membres de leur entourage familial, y compris par leur propre père. Le cas des jeunes garçons est différent, car ils peuvent quitter les bateyes et se rendre dans les villages les plus proches pour suivre une scolarité mais même dans leur cas la situation reste difficile.

Dans le cercle social des bateyes, les personnes sont exploitées économiquement mais dans le cas des femmes, l'exploitation ne se limite pas au champ économique, elle s'étend au domaine socio-culturel et familial. De manière générale, la situation des femmes dominicaines d'origine haïtienne est très complexe du fait qu'elles sont femmes, venant des bateyes, noires et d'origine haïtienne.

## Les femmes comme sujets



On dit habituellement des femmes de nos communautés qu'elles ne travaillent pas puisqu'elles n'ont pas de contrat de travail avec les employeurs. Néanmoins, ce sont les femmes qui font la lessive et la cuisine, qui repassent le linge et mettent en ordre le lieu où les autres membres de la famille viennent se reposer, le foyer. Pour nous, le travail des femmes est multiplié par deux : les hommes se rendent sur leur lieu de travail mais à leur retour à la maison tout est prêt alors que les femmes doivent préparer la nourriture le soir, prendre soin des enfants et il faut ajouter à cela qu'après cette longue journée, elles doivent s'occuper de leur mari. La journée de travail de la femme des bateyes est longue, pénible et difficile, avec la circonstance aggravante qu'on n'accorde à leur effort aucune valeur monétaire.

## Ce que nous avons fait

MUDHA a mené à bien plusieurs programmes bénéficiant à la population des bateyes. Nous avons des programmes de :

- Santé communautaire
- Organisation et formation pour femmes
- Programmes spéciaux pour adolescentes et jeunes filles
- Droits humains et assistance légale
- Santé et droits reproductifs pour femmes
- Soins aux femmes battues et violées.

Dans le cadre du programme d'assistance légale et droits humains, nous avons réussi à faire condamner un violeur à 20 ans de prison. Ce criminel ne s'est pas contenté de violer deux sœurs d'une famille humble mais il a aussi donné plusieurs coups de couteau à l'une d'elles. Nous demandions une peine de 30 ans, mais pour obtenir cette condamnation, nous avons dû suivre le cas systématiquement parce qu'à plusieurs reprises on a essayé de remettre le violeur en liberté.

Nous gérons un petit centre médical, dans lequel nous apportons une aide médicale générale et un soutien émotionnel aux femmes battues. Dans le même ordre d'idée, nous travaillons dans le domaine de la médecine traditionnelle, en revalorisant les connaissances des femmes sur l'art de guérir.

Nous organisons aussi des cours de formation professionnelle, ce qui a permis à plusieurs femmes de se former et d'obtenir un emploi digne, par lequel elles ont contribué à l'entretien de leur famille.

## Carnaval avec les enfants



Le travail de sauvegarde de la culture a été émouvant. Les enfants des sucres âgés de 4 à 6 ans n'ont pas d'école où suivre des cours adaptés à leur âge, ils doivent attendre d'avoir 7 ans, âge de l'entrée à l'école. En 1996, MUDHA a lancé un projet pilote préscolaire pour filles et garçons. Parmi les cours, nous avons inclus des éléments d'identité ethnique des enfants des communautés des bateyes, ainsi que des valeurs telles que la solidarité, les droits humains, la lutte contre la violence domestique, etc.

Autour de cette école, nous avons renforcé notre travail culturel avec les enfants, en mettant en avant des traits culturels des Caraïbes, leurs coutumes et traditions. Un fruit de ce travail a été l'institutionnalisation de la célébration d'un carnaval pour les enfants auquel participent les enfants de la communauté. Par cette activité, nous redonnons aussi vie à l'une des principales traditions dominico-haïtiennes.



## Nous avons obtenu le respect



MUDHA est une organisation de référence concernant la situation de la population dominico-haïtienne. Il s'agit pour nous d'une réussite en termes de respect et de crédibilité, qui est le produit de notre persévérance et de nos efforts. Nous travaillons sur cette problématique parce que nous sommes nées dans les bateyes, nous y avons grandi et nous connaissons mieux que personne cette réalité.

Notre travail en matière de droits humains a permis de porter plusieurs cas d'expulsions arbitraires de travailleurs haïtiens vers Haïti devant la Commission et la Cour interaméricaine des droits humains. Cet organe juridictionnel de caractère régional a émis en août 2000 une résolution reprenant des mesures temporaires de protection pour les personnes expulsées de manière arbitraire de la République dominicaine. Devant ces mêmes instances, nous avons obtenu, après quatre années de procès, que soient inscrites dans le registre de naissance deux fillettes de troisième génération d'origine haïtienne. Ce sont là de petites victoires qui s'accumulent en faveur des dominicains et dominicaines d'origine haïtienne.

Nous savons que beaucoup de choses restent à faire et nous pensons que pour l'avenir le projet de MUDHA est de continuer à grandir de plus en plus, en approfondissant le travail de promotion de l'empowerment des groupes communautaires et en particulier des femmes, notre méthode d'action pour qu'ils puissent devenir le sujet de leur histoire et aller de l'avant.



*Une journée de réflexion 8 mars au COLLECTIF DES FEMMES*

## **Contact**

Pamela Datolli  
Coordinatrice des Formations en amont  
Collectif des femmes  
rue des sports 17-19  
1348 Louvain la Neuve - Belgique

**Tél** 32 10 47 47 69

**Fax** 32 10 47 29 84

**E mail** [collectifdesfemmes@swing.be](mailto:collectifdesfemmes@swing.be)



# Le Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve (Belgique)

Cela fait plus de 20 ans que nous existons !



Le Collectif a été créé en 1979. Au début c'était un groupe de femmes qui accompagnaient leurs maris dans le cadre des études universitaires. Elles voulaient se rencontrer pour partager des expériences et sortir de l'isolement.

Petit à petit ces rencontres ont évolué : les femmes ne voulaient pas seulement partager des expériences, elles voulaient aussi profiter de leur séjour en Belgique et apprendre le français. Beaucoup de ces femmes n'avaient pas la possibilité de poursuivre des études à l'université à cause du niveau d'études ou simplement parce que les horaires et la charge académique étaient difficilement conciliables avec les tâches du foyer. Des demandes d'autres types de formations plus techniques ont été formulées.

Le contexte socio-politique international a beaucoup influencé l'évolution du Collectif des Femmes. Des femmes réfugiées du Chili et du Congo ont commencé à faire partie du groupe. Ceci a impliqué des changements dans les démarches au sein du Collectif des Femmes. Ces femmes ne venaient pas seulement pour apprendre la langue mais pour trouver un espace d'intégration dans la nouvelle société d'accueil. C'est ainsi que le Collectif a évolué vers une prise de conscience citoyenne et émancipatrice.

Aujourd'hui le contexte a changé. La migration a plusieurs visages, les nationalités des femmes changent en fonction de la situation internationale et le niveau d'études des femmes arrivantes a évolué.

## Que faisons-nous ?



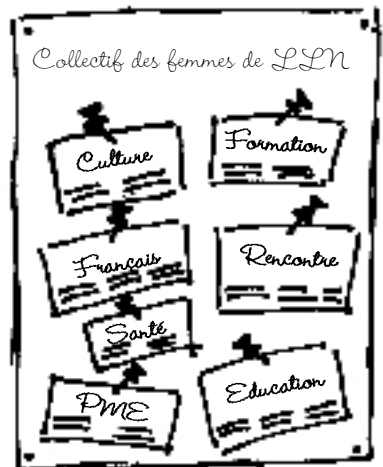
Notre démarche consiste à aller vers les femmes du site de Louvain-la-Neuve dans une optique de réciprocité, les femmes étrangères offrant leur savoir-faire et leur expérience de terrain. Avec elles, nous définissons nos objectifs et les orientations des formations ; nous répondons donc ensemble à des besoins et problématiques rencontrés par chacune.

**Concrètement, notre travail actuel consiste en :**

- La définition d'une action collective qui a pour but la formation des femmes étudiantes, épouses étrangères, migrantes, réfugiées, en vue d'une meilleure réinsertion professionnelle et en général dans le pays d'origine.
- L'intégration des femmes et de leur famille, dans les domaines de la pratique de la langue française, de la santé, de l'alimentation, de l'éducation des enfants et de leur autonomie personnelle.
- La réflexion sur le rôle et le statut de la femme, en relation avec les problématiques du développement, ainsi que la réflexion sur les questions plus générales des situations de la vie quotidienne liées au développement.
- L'expérimentation des formes d'organisation coopératives et autogestionnaires et des mouvements de solidarité où chacune peut prendre sa place.
- La guidance pour une meilleure réinsertion dans le pays d'origine.
- La création d'un lieu pour se rencontrer, s'informer, se former, s'organiser. Un lieu qui permet de mettre en évidence les besoins des femmes et de mettre en place une structure où les femmes sont elles-mêmes le propre relais de l'expression de ces besoins.

L'accueil et la formation occupent une place prépondérante au Collectif des femmes. L'accueil a comme objectif principal de valoriser les cultures et les expériences personnelles à travers le contact, l'écoute individuelle et en groupe. Cet accueil est réalisé par de permanentes, elles-mêmes des femmes migrantes. La formation donne la possibilité aux femmes de prendre place dans une organisation participative à travers les différentes activités proposées : l'élaboration et la gestion de projets de petite et moyenne entreprise, le séminaire "Fille d'Eve", les ateliers culture et information, les réunions de coordination, l'accueil, l'édition du journal "Pluri'elles", le cours de stylisme, le cours de français et d'alphabétisation, etc. Ces formations permettent la création des réseaux, de relations, de rencontres et d'échanges favorisant ainsi le développement personnel et identitaire des femmes.

A l'intérieur des formations, nous approchons les thèmes de la citoyenneté, des aspects administratifs de la vie quotidienne (mutuelle, commune, assurance, scolarité, logement, lois sociales, aide sociale), la maîtrise des contraintes imposées par un petit budget, l'éloignement de la famille, les usages sociaux, le manque de formation pratique et professionnelle.



## La participation au projet du Collectif des femmes



Le Collectif a essayé, au fil du temps, à travers des expériences, des évaluations permanentes du travail et des objectifs, de garantir le mieux possible la participation de femmes aux projets par rapport à leurs attentes. Le grand débat de la société européenne sur le rôle de la femme est une opportunité privilégiée pour entamer une discussion collective et personnelle sur ce sujet. Le Collectif n'oblige personne à entrer dans un processus de prise de conscience, il veut offrir aux femmes cette opportunité. L'atelier Culture et information se donne cet objectif comme l'une des bases de son travail.

Dans l'histoire du Collectif et dans la recherche continuée pour atteindre les objectifs de travail, l'évolution des activités de rencontre, d'accueil, de formation, de réflexion, nous a amenées vers un processus de développement communautaire, de travail social et d'éducation "populaire" et "permanente". La proximité entre les animatrices et les femmes bénéficiaires a permis à chacune de prendre place comme actrice de développement au sein du projet et de participer à la construction d'un cadre pour l'élaboration des projets concrets relatifs aux désirs, aux besoins et aux difficultés.

### Notre public

- Algériennes, belges, bulgares, burundaises, cambodgiennes, chiliennes, chinoises, congolaises, danoises, équatoriennes, gabonaises, ghanéennes, libanaises, maliennes, péruviens, polonaises, roumaines, rwandaises, colombiennes, turques. Des immigrées installées en Belgique depuis plusieurs années ou depuis peu, vivant dans des quartiers de logements sociaux ou dans le Brabant wallon.
- Etudiantes, épouses d'étudiants, migrantes, porteuses d'idéal et d'espoir pour construire quelque chose "autrement", mais dont le rêve est battu en brèche par les désordres et l'instabilité politique, par les guerres, et parce que la réinsertion dans le pays d'origine est souvent de plus en plus problématique.
- Réfugiées ou en attente du statut, en quête d'un accueil personnalisé et d'une formation adéquate pour sortir de la spirale de l'assistanat. Elles arrivent en famille ou seules avec des enfants. Pour certaines, le vécu est empreint de grandes souffrances et d'espoirs anéantis, elles ne voient aucune perspective d'avenir.
- Candidates auxquelles le statut a été refusé et qui veulent acquérir une formation intensive et courte pour une réinsertion rapide dans leur pays d'origine ou dans un autre pays du Sud.
- Des femmes de 19 à 45 ans, dont une majorité dans la tranche d'âge de 25 à 45 ans.

- Des femmes fragilisées par des problèmes de tous genres : des problèmes liés à la garde d'enfants ou d'ordre financier, aux besoins de logement ou d'un permis de séjour. Pour certaines le problème est culturel car leur vécu dans la société d'origine peut représenter un frein aux initiatives personnelles d'émancipation, de formation ou d'intégration.

### **A tous les niveaux, le public est donc diversifié :**

- Quant à la nationalité et aux statuts : femmes migrantes, réfugiés, immigrées, naturalisées, demandeuses d'asile, jeunes filles au pair, étudiantes, épouses d'étudiants.
- Au niveau de la formation : analphabètes, niveau élémentaire, niveau baccalauréat, humanités inférieures ou supérieures, universitaires et doctorantes.
- A la situation de séjour : nouvelles arrivées, anciennes, de passage par le site universitaire, résidentes, en attente pour un retour volontaire.
- Avec ou sans famille, faisant ou non partie d'un réseau, "encadrées" ou "isolées", s'exprimant en français ou en une autre langue, avec ou sans moyens financiers.

### **Notre cause principale : nos droits en tant que citoyennes actives dans notre société d'accueil**



Pour dépasser les contraintes socioculturelles, le Collectif des femmes développe une méthodologie intégrant les dimensions de motivation, de socialisation et dynamisation de la personne.

Il faut souligner que 90% des femmes qui participent au Collectif sont des femmes fragilisées économiquement. Mais deux problématiques principales sont au centre de la vie de ces femmes : leur condition de femmes et leur intégration dans le milieu belge. Celle-ci s'accompagne souvent d'une déstabilisation psychologique et culturelle.

Nous revendiquons notre citoyenneté à part entière comme actrices actives de notre communauté, nous voulons lutter contre la pauvreté et la précarisation des femmes migrantes et prendre notre place dans ce pays d'accueil qu'est la Belgique. Pour cela nous développons des formations adéquates aux divers visages, niveaux, sociétés et cultures qui se réunissent au Collectif des femmes. Mais, surtout, nos actions sont

un cri adressé à la société belge pour dire que les femmes migrantes existent et qu'elles sont un apport positif et valorisant pour une société multiculturelle.

Le Collectif des femmes renforce l'autonomie des femmes migrantes ; à travers les années de travail le Collectif a vu passer beaucoup des femmes, beaucoup d'entre elles sont rentrées dans leur pays, mais beaucoup d'autres se sont intégrées d'une façon ou l'autre à la société belge. Elles ont créé une petite entreprise, elles ont trouvé un emploi, mais elles continuent à participer de différentes façons au Collectif des femmes.

Une fois par an le Collectif réalise une fête pour inviter les femmes qui viennent d'arriver à l'université. C'est le moment d'inviter toutes les "amies du Collectif". Chaque année cette fête donne lieu à une affluence de 300 personnes, femmes, maris et enfants compris. C'est l'occasion d'échanger toute notre expérience.

## Vers le changement social



L'intégration à la culture du pays d'accueil est vécue par beaucoup des femmes qui viennent au Collectif comme un véritable conflit. Parfois cette intégration peut être perçue comme la simple assimilation des modes de vie et de pensée de la société d'accueil. L'intégration est l'affaire de tous, tant du pays et de la société d'accueil que celle des immigrant(e)s.

Pour les femmes du Collectif, l'intégration ne signifie pas renier leurs origines mais construire ensemble les fondements d'une autre citoyenneté internationale et d'une société métissée, distincte d'une société de forteresse culturelle et ethnique.

**C'est pour une telle société de demain que nous travaillons !**





*Les femmes se réunissent lors d'une cérémonie familiale*

## **Contact**

Siège national  
Irène Meon Diawara  
Le Rassemblement Démocratique des Femmes du Niger  
BP 49  
Niamey - Niger

**Tél** 227 73 20 58  
**Fax** 227 73 20 08  
**E mail** rdfn@caramail.com

Siège de Tahoua  
Binta Abouzeidi  
Secrétaire à la sous-préfecture de Ilela  
Arrondissement de Ilela -Niger



# RDFN

## (Niger)

### Les exodantes du Niger (RDFN)



Le Rassemblement Démocratique des Femmes du Niger (RDFN) est composé de femmes, adultes et jeunes filles. Nous luttons pour la défense des droits de la femme et contre toutes les formes de discriminations à son égard.

Notre mouvement a commencé, en 1991, en réaction à l'absence de femmes dans le Comité chargé de préparer la Conférence Nationale du Niger. Nous avons pris conscience du peu de considération qui était faite des femmes dans notre propre société. Ainsi, pour protester contre cette forme de discrimination, une marche historique de protestation eut lieu le 13 mai 1991. Après cela, quelques femmes lancèrent un cri de ralliement à toutes les femmes en vue de la création d'une association autonome, ce qui fut fait en mars 1992.


Notre participation est bénévole mais le bureau exécutif national est composé de 15 membres exerçant des fonctions différentes suivant les secrétariats que compose la structure. Le RDFN dispose d'un Bureau national, de sections au niveau des départements, de sous-sections au niveau des arrondissements et de cellules de base au niveau des quartiers et des villages, dans tout le pays.

Le combat est mené en matière de droits. Les stratégies utilisées sont : des séminaires, des ateliers-forums, des colloques autour de sujets politiques, économiques, sociaux, en fonction de nos objectifs. La population visée par nos activités sont les femmes vivant dans les divers niveaux des structures. Des formations sont données à des formateurs. Sur le plan international, le RDFN appartient à des réseaux ou des comités œuvrant dans le même objectif.

Le changement que nous souhaitons est de vaincre la pauvreté et permettre aux femmes d'avoir leur autonomie financière pour l'épanouissement de leur famille et participer pleinement au développement du pays. L'avenir auquel nous aspirons est la création d'un vaste mouvement de masse où toutes les femmes, au-delà de leurs différences sociales, confessionnelles, politiques, syndicales ou associatives, se

retroouveraient pour échanger les idées et leurs expériences, et jeter les bases solides d'une société de justice et d'équité. Nous souhaitons une société où la valorisation de leur personne et de leurs productions aura valeur de loi et où sera effective la participation des femmes aux décisions concernant le pays ; une société où les femmes pourront elles-mêmes protéger leurs droits pour que le processus démocratique s'installe au Niger.


## Comment cela se passe-t-il sur le terrain ?

 Le RDFN a une sous-section dans l'arrondissement de Iela, dans la région Nord désertique et très éloignée, de Tahoua. Il n'y mène pas de projets spécifiques mais appuie les femmes dans leurs initiatives, en particulier avec les femmes exodantes. Toutes nos actions sont globales et se font en concertation, par exemple avec le projet SIDA. Le projet informe les femmes qui partent en migration vers la Côte d'Ivoire, pour faire de la sensibilisation et de la formation sur les dangers du Sida.



Les exodantes, ce sont les femmes qui quittent le village car elles n'ont pas d'emploi. Soit elles sont mariées à un homme qui n'a pas les moyens de subvenir aux besoins de sa famille nombreuse (entre 5 et 10 enfants par famille), soit elles sont divorcées, sans aucun revenu et les parents décédés. Leur seul moyen pour assurer les besoins quotidiens, c'est de faire du commerce.

## Les femmes en exode

 Pour éviter que leurs enfants ne soient renvoyés de l'école parce qu'ils ne peuvent pas payer, pour les cérémonies du mariage de leurs filles, certaines femmes vendent leur bien (parfois la vache qu'elles avaient) ou empruntent une somme à la caisse d'épargne et partent en Côte d'Ivoire pour chercher de l'argent. Cela coûte très cher d'aller à Abidjan : 50.000 FCFA (80 \$ environ), c'est beaucoup pour ces femmes.


Elles laissent leurs enfants au village. Mais elles ne partent pas les mains vides : avant de quitter le Niger, elles achètent des produits typiques (des légumes locaux, des

condiments...). Une fois arrivées à Abidjan, après plus de 2200 kilomètres, elles rejoignent leurs compatriotes. Parfois elles louent une chambre à 4 et elles épargnent un maximum. Pendant leur exode temporaire, elles cotisent aussi à une caisse d'épargne. Il peut également y avoir une entraide entre les migrantes : il y a un comité qui s'occupe d'accueillir les nouvelles arrivées et qui leur remet une somme, cotisées par les anciennes migrantes, pour démarrer. Avec cet argent, elles redémarrent une activité à Abidjan ; ce qu'elles gagnent est envoyé à la famille laissée au pays, ou alors elles achètent des habits pour les enfants et le mari. Elles remboursent aussi l'argent emprunté avant leur départ de la zone de Tahoua.

Après un an, elles reviennent au village avec des produits à vendre : des produits pour le ménage en plastique (des bols, des nattes, des chaussures), des pagnes, des habits et du savon aussi. Elles s'arrangent pour revenir pour la fin du ramadan (la fin du jeûne musulman) pour fêter, apporter des tissus pour s'habiller de neuf. Elles revendent leurs produits avant de repartir à nouveau. Avec le groupement de femmes RDFN, elles peuvent aussi s'organiser mieux. Elles peuvent envoyer des produits à Tahoua et alors c'est le groupement qui se charge de trouver les clients et d'aider le vendeur à récupérer ses crédits. Car l'avantage de ces femmes par rapport aux commerçants, c'est qu'elles vendent à crédit d'un mois.



## Un travail militant

 Il y a beaucoup de groupements de crédits pour les femmes dans les quartiers et tous sont soutenus par le RDFN, mais c'est un travail autonome. Le RDFN n'a pas eu de financements pour faire des caisses d'épargne et de crédit. C'est en partant des tontines traditionnelles qu'on a créé les caisses d'épargne, sur fonds propres. Les femmes empruntent quand elles ont un problème, avec un intérêt fixé par le groupe. Le RDFN fait le lien entre le terrain et le siège à Niamey et organise des formations. C'est un travail de base, militant.

L'arrondissement de Illela est un des plus pauvres et des plus enclavés du pays, la circulation des produits et des personnes par l'exode temporaire fait beaucoup de bien. Les femmes exodantes ont des statuts matrimoniaux divers, mais souvent elles sont divorcées, veuves ou mères célibataires. Il suffit d'être motivée à entreprendre, à aller au-delà du petit commerce pour réussir. Mais l'exode change leur statut social, les hommes deviennent leurs clients dans le commerce, leurs alliés. Elles sont comme la lumière du village. Il y a une grande différence entre celles qui ont voyagé et celles qui sont restées au village : dans la manière de faire, dans la langue... Les femmes qui arrêtent de voyager se réinsèrent sans problèmes dans la société, car en fait elles ne l'ont jamais quitté, elles restent en lien, elles font des aller-retour fréquents. Cela fait partie du quotidien de faire ces longs trajets. Tandis que les hommes qui migrent ont perdu le contact, ils ont laissé leur responsabilité à un frère et on ne leur fait plus confiance.



*Elles sont comme  
la lumière du village*

Les femmes qui quittent le village apprennent beaucoup de chose dans leur exode ; elles voient qu'il y a des choses différentes (les repas, l'hygiène), elles se lancent dans de nouvelles activités comme des restaurants. Celles qui ne sont pas mariées trouvent parfois à le faire, mais la répartition des rôles entre les hommes et les femmes changent, et la société accepte cela. C'est l'apport des exodants, hommes ou femmes, à la société d'où ils viennent.

Alegria

# Alegria

## (Belgique)

### Association des femmes angolaises de Belgique

"Alegria" s'est créée suite à la demande des femmes angolaises. Elles ont vu que les hommes ont bien essayé de créer une association pouvant être une référence pour la Communauté angolaise en Belgique et pouvant créer et réaliser plusieurs projets, mais qu'ils ont échoué à chaque fois pour différentes raisons.

C'est ainsi que deux femmes angolaises ont réuni, au départ, quelques femmes angolaises qui s'entendaient bien pour créer ce groupe.

Et le 18 mars 1994, huit femmes se sont mises d'accord pour créer cette association "Alegria" dotée par un règlement d'ordre intérieur. Celui fixe la conduite des membres "Alegria", femmes et jeunes. Pour valoriser l'association, les membres doivent être responsables et avoir une bonne conduite.

Alegria veut renforcer la participation des femmes angolaises aux associations et aux activités organisées au sein de la société belge. Elle veut aussi favoriser l'intégration sociale des Angolais femmes et hommes, en Belgique, et faire

la promotion de la culture angolaise. Nous pensons qu'il faut promouvoir la coopération au développement en élaborant et en réalisant des projets pour l'amélioration de conditions de vie de la population angolaise.

Le groupe a une identité angolaise. Mais il est ouvert à tout public. Tous ses services et activités sont créés et organisés pour toutes les communautés, africaines et autres, sans exception aucune.

### Qui compose "Alegria" ?

Il y a un groupe des femmes d'origine angolaise, membres "Alegria", et aussi un groupe de jeunes dénommé "Union des jeunes angolais de Belgique Alegria" composé des jeunes d'origine angolaise. Nous avons des conseillers angolais et belges (parrains, marraines, amis...). Nous avons une représentation de l'association à Verviers et une autre à Bruxelles, mais aussi des partenaires en Angola : l'association des femmes solidaires d'Angola.

Une ou deux fois par mois, le conseil d'administration se réunit. Au moins une fois par mois, l'équipe se rencontre pour les activités. Et une fois par an nous avons une assemblée générale.

## Que réalise " Alegria " ?

Nous organisons des réunions-débats, des rencontres interculturelles, des séances d'éducation (sociales, sanitaires, civiques), des conférences sur différents thèmes, des sorties touristiques et éducatives, des activités pour les jeunes (Étè-jeunes, avec l'Union des jeunes angolais de Belgique), des cours de langue portugaise.

Nous avons une permanence sociale, ainsi qu'un service d'information et d'orientation ouvert à un public de toute origine. Nous recevons des demandes de toute sorte : pour trouver un logement, pour les dossiers de naturalisation belge, les papiers et les passeport. Nous écrivons des lettres et traduisons pour ceux qui ne parlent pas français ou pour les analphabètes, nous suivons les dossiers, nous soutenons leurs demandes.

Actuellement, Alegria a la responsabilité du secrétariat général de la Fédération des associations angolaises en Europe (F.A.A.E.)

## Le futur de notre organisation

Notre organisation doit continuer à exister car elle valorise notre communauté, elle est un groupe de référence pour la communauté angolaise de Belgique. Notre organisation est sollicitée pour tout problème concernant l'Angola ou les Angolais. Elle collabore avec toute association de femmes et

autres, les services étatiques, diplomatiques, dans le but d'être présente et profiter des occasions pour faire connaître ouvertement les réalités de l'Angola et les problèmes des Angolais. Car l'Angola, contrairement au Congo, n'est pas connu en Belgique. Il faut faire comprendre la culture angolaise et expliquer ce qu'a vécu le pays (la colonisation portugaise, la guerre civile).

Nous avons beaucoup de projets à réaliser, en Belgique et en Afrique (Angola, Congo RDC) comme le projet que nous avons, en Angola, pour l'insertion et réinsertion des enfants de la rue. Il y a 3 ans nous avons démarré le projet avec une association partenaires là-bas, mais, pour continuer, notre problème c'est le manque de moyens financiers. Mais nous luttons pour avoir plus de subsides ou des fonds pour fonctionner normalement. Nous luttons aussi pour que la coopération belge accepte l'expertise que nous les migrantes avons en matière de coopération au développement. Dans ce cadre, nous pensons que les relations Nord/Sud sont à encourager et à valoriser car on a toujours besoin des autres.

## Contact

Honorine Lusekumbaza - Coordinatrice  
Alegria  
Rue Saint-Ghislain, 34  
1000 Bruxelles - Belgique

**Tél/Fax** 32 2 512 75 11  
**E mail** alegria@skynet.be



# "I Nostrì Diritti" (Italie)

## L'association

"I Nostrì Diritti" (No.Di), ce qui en français signifie "Nos Droits", est née en 1997 à la suite de la participation d'un groupe de femmes migrantes résidant à Rome à la conférence mondiale de Pékin en 1995. À cette époque il n'y avait pas d'associations de femmes migrantes directement liées au pays d'origine.

Avant 1995, une tentative avait été faite de mettre sur pied un réseau d'associations de femmes de toute l'Italie mais sans succès. En 1996 eut lieu une rencontre nationale "migrante et native" à laquelle ont participé plus de 80 associations de migrantes, d'italiennes et mixtes italiennes-migrantes.

Après avoir proposé à la Ville de Rome de créer un Centre qui défendrait et informerait les femmes de leurs droits, nous avons obtenu un premier financement pour organiser les activités sur un mode expérimental. En commençant par un petit noyau de trois, nous avons regroupé des femmes représentantes ou membres d'associations. Nous les avons invitées à participer au Centre et c'est ainsi que nous avons débuté.

Actuellement nous formons un réseau d'associations solide à Rome, ce qui est très important quand on sait que Rome est la province italienne qui compte le plus grand nombre de femmes immigrées, environ 100 000 venant de 80 pays, professant plus de 9 religions et parlant de nombreuses langues.

C'est à partir de l'analyse de la situation des femmes migrantes de la ville que nous avons décidé d'adopter la méthodologie des "guichets", qui sont au nombre de 8, en fonction de la langue ou de la culture, et dans lesquels travaillent des médiatrices linguistico-culturelles. La division linguistico-culturelle, qui répond à la réalité des femmes à Rome, est la suivante : Afrique, Corne de l'Afrique, pays arabes, Amérique latine, Sud-est asiatique, Philippines, Cap Vert, Europe de l'est. Deux autres guichets sont consacrés à des problèmes horizontaux : la santé et l'assistance juridique. Nous avons divisé la semaine en 10 permanences de 4 heures chacune, nous tenons des réunions d'évaluation une fois par mois pour communiquer les problèmes et les expériences et pour proposer de nouvelles activités.

Après la phase expérimentale, nous avons beaucoup lutté pour obtenir la reconnaissance de la Ville de Rome et depuis deux ans nous travaillons en tant que service intégré à la Ville.

La plupart des femmes qui viennent au Centre cherchent des informations générales sur le travail, les documents, la résidence, etc. En 2000, nous avons reçu 3000 femmes migrantes. Le guichet santé reçoit surtout des femmes ayant des problèmes de stress et de somatisation de maladies. Certaines femmes sont envoyées vers des services publics et on essaye d'en aider d'autres par des techniques de santé naturelles et alternatives, comme le massage shiatsu et la prescription de fleurs de Bach.

Le service juridique reçoit un nombre assez élevé de femmes chaque semaine et leur problème principal est lié au droit de la famille, à la séparation, au divorce et à la puissance paternelle sur les enfants. Beaucoup sont en couple mixte avec des hommes italiens ou d'un autre pays et dans beaucoup de cas, la violence domestique est présente. Le Centre informe ces femmes du fonctionnement des lois en Italie, de ce que sont leurs droits et surtout elles reçoivent une aide pour résoudre leurs problèmes : certaines sont accueillies dans un centre anti-violence et nous trouvons pour d'autres des avocates qui les défendent malgré qu'elles n'aient pas d'argent.

Nous travaillons en réseau, que ce soit avec les structures publiques ou celles

du secteur privé associatif et nous publions un guide en 6 langues.

Au cours des deux dernières années, nous avons organisé des rencontres sur l'art des femmes migrantes qui résident dans la région du Latium (où se trouve Rome), ce qui a été très important surtout parce que nous avons mis en valeur un aspect des femmes qui est toujours négligé. Nous avons de plus réussi à faire en sorte que beaucoup de femmes artistes fassent connaissance et, plus important encore, à partir de cela, certaines ont organisé à leur tour de nouvelles activités. Par exemple, une journaliste colombienne et une brésilienne se sont rencontrées lors d'une table-ronde sur les femmes journalistes qui écrivent et depuis leur rencontre elles ont lancé un programme radio sur les femmes migrantes qui est très bon et très écouté.

Pour l'avenir immédiat, nous avons débuté un travail avec les femmes réfugiées, pour appuyer leurs demandes et pour qu'elles soient reconnues pour des raisons liées au genre, c'est là un nouveau défi qui, nous l'espérons, s'avérera utile à de nombreuses femmes.

### **Contact**

Pilar Saravia - Coordinatrice  
Ass.No.Di  
Via delle Zoccolette, 17  
Rome - Italie

**Tél/Fax** 39 06 83 36 88  
**E mail** maupil@tiscalinet.it

ANACAONA



# ANACAONA

(Belgique)

## Les débuts



Cette organisation indépendante de femmes issues de l'immigration latino-américaine a été créée en 1993 par un groupe de femmes, sensibles et engagées dans la problématique.

Le but de l'association est de rassembler les femmes issues de l'immigration, de partager leurs problèmes et d'agir ensemble pour que les femmes immigrées trouvent leur place et participent de façon active au développement économique de la société d'accueil. Le groupe participe à plusieurs actions et événements : conférences, débats, colloques, tables-rondes, rencontres de femmes Sud-Sud, et Sud-Nord, organisation du "8 mars", etc.

Les objectifs généraux du groupe sont :

### Au niveau politique

- Collaborer à la construction d'une société plus juste qui vise à établir l'égalité des chances entre les sexes et à modifier les rapports de genre.
- Participer en tant que femmes immi-

grées, aux enjeux économiques et politiques de la société d'accueil.

- Développer la capacité de prendre des décisions chez les femmes immigrées latino-américaines.

### Au niveau de l'organisation

- Soutenir l'organisation de groupes de femmes immigrées dans le but de rendre visible leur présence et leurs apports à la société occidentale.
- Faire connaître les besoins réels des femmes étrangères et échanger des expériences avec les femmes européennes.
- Affermir leurs capacités d'action.

### Au niveau socioprofessionnel

- Appuyer les femmes immigrées latino-américaines dans leur insertion socioprofessionnelle.
- Former et informer les femmes et les hommes immigrés en ce qui concerne les institutions politiques, économiques et sociales du pays d'accueil et leurs droits et devoirs en Belgique.

- Offrir aux organisations féminines des stages et ateliers sur des sujets d'intérêt et par des méthodologies les plus appropriés au travail avec les femmes.

## Au niveau culturel

- Stimuler la conservation de leur culture d'origine dans le but de la transmettre aux nouvelles générations.
- Appuyer des échanges avec d'autres cultures présentes dans les pays européens pour une cohabitation harmonieuse de cultures, dans le cadre de l'éducation au développement.

## Autres activités

- Formation et information "à la carte" et "sur mesure" sur des sujets demandés par des personnes, des groupes et des organisations sur le terrain. Dans le cadre du Programme Socrates (Programme de l'UE pour l'échange des formateurs) et avec l'Association des femmes dominicaines en Espagne, l'Association des femmes du Brésil en Italie et Maiz en Autriche, nous menons un projet d'échange d'expériences de formation citoyenne des femmes migrantes. Le but est de proposer une méthodologie commune adaptée au public cible.

- Recherche et publication des dossiers sur l'immigration, notamment en ce qui concerne la femme. Dans ce cadre, une recherche-action a été menée avec des femmes migrantes qui travaillent en noir sous le titre de "Travail domestique et femmes latino-américaines".



## Contact

Claudia Ahumada  
Association de femmes latino-américaines et des Caraïbes "ANACAONA"  
asbl  
Rue du méridien 10  
1210 Bruxelles - Belgique

**Tél** 32 2 229 38 04

**Fax** 32 2 229 38 01

**E mail** [anacaonabe@yahoo.com](mailto:anacaonabe@yahoo.com)

# *fasti* FASTI (France)

## "Égalité des droits : femmes immigrées et européennes"

*fasti* La FASTI (la Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés) s'est créée en 1966 autour des luttes des immigrés dans les bidonvilles de la région parisienne. L'ASTI est un mouvement qui compte plus de 70 associations réparties sur l'ensemble du territoire français, et caractérisées par leur travail quotidien de solidarité et de lutte avec les immigré-es sur le terrain, ici et là-bas.

Les orientations du mouvement sont axées autour des principes de solidarité entre immigré-es et français-es, d'égalité des droits pour toutes et tous, de développement de nouveaux rapports Nord/Sud basés sur le partage des richesses, de lutte contre le racisme. Actuellement le mot d'ordre principal de la FASTI est la liberté de circulation et d'installation des personnes. La volonté du mouvement est de travailler de manière décentralisée, avec un partage et une répartition large des pouvoirs et des responsabilités, d'orienter notre action pour favoriser l'auto-organisation des personnes immigrées, et d'une manière générale la lutte contre toutes

les discriminations qu'elles sociales, raciales ou sexuelles, et pour une société interculturelle.

L'organisation du travail de la fédération se fait en commissions nationales thématiques : Séjour/Europe, Femmes, Jeunesse, Formation, Nord/Sud.

### La commission Femmes

*fasti* Selon nous, il y a d'un côté un discours sur la parité repris par tous les acteurs socio-politiques, d'autre part on maintient des statuts d'inégalité et de dépendance pour les femmes immigrées. Si les lois et les textes français ne sont pas discriminatoires lorsqu'ils s'appliquent aux femmes et hommes français, ils le deviennent lorsqu'il s'agit des femmes immigrées. Les lois françaises sur l'immigration ne font qu'aggraver des situations d'inégalité et de dépendance. Elles cantonnent ces femmes à un rôle traditionnel dans le cadre familial, sans autre reconnaissance ; ce que le mouvement des femmes a toujours dénoncé pour toutes, Françaises ou immigrées. Ces réglementations s'accommodent d'ailleurs très bien des statuts spéciaux conférés aux femmes dans les différents codes de la

famille, alors que ces statuts sont souvent, par ailleurs, dénoncés comme des atteintes aux droits humains.

La construction de réseaux de groupes de femmes solidaires, travaillant sur des points particuliers des législations, est nécessaire dans un mouvement plus global sur l'égalité des droits entre immigré-es et Français-es. La FASTI est un espace de réflexion et de pratiques riches de par la diversité des actions en faveur des droits des femmes et à ce titre elle est partie prenante de ce réseau.

Une commission Femmes non mixte est indispensable pour réaliser ces orientations. Le travail de la commission Femmes de la FASTI doit se poursuivre dans le fonctionnement qu'elle a choisi pour être efficace :

- d'une part un fonctionnement décentralisé reposant sur des actions locales ;
- d'autre part une diffusion de nos revendications et de nos travaux au sein du mouvement ASTI et dans les différents réseaux féministes.

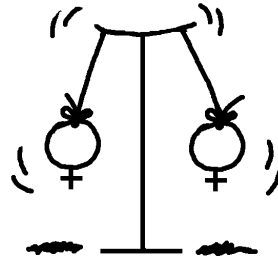
## Nous revendiquons

- La régularisation des femmes sans papiers avec une carte de 10 ans.
- Une autonomie juridique des femmes : la reconnaissance juridique des femmes immigrées au même titre que les femmes autochtones, indépendamment du père, du mari, de

l'enfant ; l'accès aux droits et le droit au séjour en Europe, indépendamment de leur état civil et du statut de leurs époux.

- Le droit à l'autorité parentale au même titre que l'homme.
- Le droit d'asile pour les femmes persécutées en raison de leur sexe ou de leur orientation sexuelle.
- Une citoyenneté pleine et entière sans discrimination, qu'elle vienne des lois françaises ou des lois et traditions des pays d'origine.

## L'égalité des droits pour toutes !



## Contact

Martine Bissière  
Fédération des associations de solidarité  
avec les travailleurs immigrés FASTI  
58, rue des amandiers  
75020 Paris - France

**Tél** 33 1 58 53 58 53

**Fax** 33 1 58 53 58 43

**E-mail** [solidarite@fasti.org](mailto:solidarite@fasti.org)

**Site web** <http://www.fasti.org>



# Décembre 18

## (international)

### Portail pour les droits des migrant·es

"Décembre 18" est une petite organisation, active à travers Internet. Elle tire son nom de la date de la Journée internationale de solidarité avec les migrants inaugurée en 1997 par des organisations de migrants basées aux Philippines et dans d'autres pays d'Asie. C'est en effet le 18 décembre 1990 que la Convention Internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs et travailleuses migrante·s a été adoptée par les Nations Unies. Le 4 décembre 2000, les Nations Unies déclaraient le 18 décembre **Journée internationale des migrants**.

La mission de "Décembre 18" est de promouvoir et de protéger les droits des migrants dans le respect des principes fondamentaux de la dignité et du respect. Notre but principal est de soutenir le travail des organisations de migrant·es dans différentes régions du monde par le biais d'internet.

Nous nous concentrons sur la situation des travailleurs et travailleuses migrant·es et particulièrement sur celles des femmes. Nous portons également

notre attention sur le contexte plus large dans lequel s'inscrit la migration de travailleurs et travailleuses. Le site internet contient par exemple des informations et des liens vers d'autres sites portant sur les droits des réfugiés, les procédures de régularisation, le trafic de personnes, la mondialisation de l'économie et les questions liées au développement international.

Bien que l'organisation soit basée en Belgique, c'est avant toute une organisation virtuelle connectée à un réseau mondial d'organisations et d'individus.

Nous menons une campagne active pour la promotion de la Journée Internationale des Migrants. "Décembre 18" soutient également, en tant que membre du Comité directeur de la Campagne mondiale en faveur de la ratification de la Convention des Nations Unies sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille, l'ensemble d'initiatives qui s'y rapportent.

Notre site et le bulletin MIGRANTS. NOUVELLES sont les deux principaux outils de communication. Le site est disponible en anglais, en espagnol et en

français. Les pages d'introduction en néerlandais et italien contiennent quelques traductions et de l'information sur la situation locale.

MIGRANT.NOUVELLES est le fruit d'un effort commun entre Décembre 18 et l'organisation Migrants Rights International (MRI). Environ 1300 organisations reçoivent le bulletin par voie électronique. Celui-ci est également disponible en français, anglais et espagnol.

### Contact

Myriam De Feyter  
Decembre 18  
P.O Box. 22  
9820 Merelbeke - Belgique

**Tél** 1 30 92 96 42 82 ou 32 9 324 00 92

**Fax** 32 9 351 97 62

**E-mail** [info@december18.net](mailto:info@december18.net)

**Site Web** [www.december18.net](http://www.december18.net)



[www.december18.net](http://www.december18.net)



# NOUVELLES DU RÉSEAU

## Nouveau projet du Réseau Palabras

Nous comptons introduire un nouveau dossier de financement à l'Union Européenne, avec des partenaires de Palabras. Le but de ce projet est de développer le réseau Palabras selon la structure d'un Réseau d'Apprentissage et Action Communautaire. Le but du RAAC sera de faciliter l'apprentissage des partenaires pour leur action citoyenne Genre et développement dans leurs collectivités. Il s'agit de renforcer un dialogue Nord/Sud et de privilégier les contacts directs entre les membres du réseau Palabras par le biais des rencontres et d'Internet. Il s'agit aussi de structurer le réseau.

Mais les débats ne sauraient être uniquement "virtuels" : **les rencontres des personnes** représentent encore le meilleur moyen pour débattre, confronter des idées et motiver des **relations durables**.

La préparation des actions du projet, la définition des stratégies d'action entre les organisations des 3 continents se feront par le biais d'Internet, en espagnol et en français.

## Évaluation du projet Palabras

Dans le cadre de la fin du projet Palabras actuel, nous devons mener une **évaluation**. En ce qui concerne la revue, nous avons lancé une évaluation par questionnaire afin de cerner un peu plus l'utilisation que vous pouvez en faire dans vos animations, formations, centre de documentation... Nous n'avons reçu que peu de réponses et nous nous permettons dès lors de renvoyer le questionnaire d'appréciation pour que celles qui n'y ont pas répondu puissent le faire. Il est très important que nous puissions montrer l'intérêt de la revue aux divers bailleurs de fonds et que nous puissions améliorer encore notre travail. Merci donc d'y penser !

Une version électronique du questionnaire est disponible sur demande.

# Activités du Monde selon les femmes

## Brochures sur les femmes et la migration

Le travail mené en collaboration entre le Monde selon les femmes et diverses associations de femmes migrantes est en phase de systématisation et plusieurs brochures vont être éditées prochainement sur le thème de l'accès à l'emploi, sur le rôle des migrantes dans les ONG de développement, et sur l'accès aux droits à la santé reproductive et sexuelle. Si ce travail vous intéresse, prenez contact ou consultez notre site internet pour en savoir plus.

## Stage de formation en Genre

Du 3 au 28 juin, nous avons organisé, conjointement avec l'AIDEP, association interdisciplinaire en développement, environnement et population ([www.sped.ucl.ac.be/AIDEP](http://www.sped.ucl.ac.be/AIDEP)) un stage de formation genre sur le Genre comme condition d'un développement durable. A ce stage, ont participé 13 femmes du Sénégal, du Burundi, du Rwanda, de République démocratique du Congo, du Cameroun, du Burkina Faso et de Côte d'Ivoire. Ce fut une expérience très riche que nous espérons reproduire l'an prochain.



## Séminaire

### Santé sexuelle et reproductive et coopération au développement

En novembre 2001 un séminaire international a été organisé par la Plate-forme belge Population et Développement, sur la "Santé sexuelle et reproductive et coopération au développement". Des partenaires du réseau Palabras y ont participé, des revendications et propositions ont été élaborées. La publication est à disposition sur demande. Un suivi sera assuré par le Monde selon les femmes. Pour toute information, contactez Pascale Maquestiau ([pascale@monde-femmes.org](mailto:pascale@monde-femmes.org)).

## Rapport d'activité 2001

Le Monde selon les femmes en 2001 ; ce fut :

- 120** personnes présentes au 8 mars "Femmes dans la mondialisation"
- 480** personnes sensibilisées en Genre
- 1400** visiteurs et visiteuses à l'expo d'affiches Women
- 18** sessions d'animation ou de formation organisées
- 12** ateliers d'échanges et des rencontres avec des femmes du Sud
- 82** partenaires du projet Palabras
- 1300** associations reçoivent la revue Palabras, dans 60 pays
- 2000** visiteurs et visiteuses sur notre site web : [www.mondefemmes.org](http://www.mondefemmes.org).

Et notre rapport d'activité est justement disponible sur le site !

## Un Parlement des femmes le 8 mars



A l'occasion du 8 mars, a eu lieu une grande première dans la salle plénière de la Chambre des Représentants de Belgique à Bruxelles : un Parlement des femmes a été réalisé !

Pendant plusieurs mois de travail, trois sous-groupes ont élaboré des revendications à partir des thèmes de la Marche mondiale, à savoir les femmes et la pauvreté en Belgique ; les femmes et la violence ; la pauvreté internationale.

Les inégalités entre les hommes et les femmes restent importantes et difficiles à réduire. Entre le 8 mars et le 17 octobre 2000, des dizaines de milliers de femmes ont manifesté dans plus de 140 pays : des rassemblements européens et mondiaux ont eu lieu à Bruxelles et à New York. La Marche a été le résultat d'un travail de près de deux ans. Des centaines d'associations de femmes de par le monde se sont réunies et ont communiqué entre elles. Elles ont travaillé à l'élaboration d'une charte commune, une charte internationale pour la lutte contre la pauvreté et la violence aux femmes. De plus, des documents locaux adaptés aux réalités multiples ont également été élaborés.

Les femmes ont été capables de mettre en évidence que l'objectif prioritaire de nos actions doit être la dignité humaine, la dignité des femmes, la dignité des hommes, le respect et l'application des droits économiques, sociaux, culturels et politiques de chaque individu. Cette Marche a été l'occasion également de tisser des réseaux, des coordinations régionales, nationales. Elle a été l'occasion d'élaborer une série de revendications que les femmes continuent à porter et à défendre. L'action ne s'est pas limitée à la Marche, elle se prolonge.

En Belgique, la Chambre des Représentants s'est engagée en juin 2000 à prendre des initiatives législatives pour concrétiser ces revendications portées par les associations engagées dans la Marche. En organisant un Parlement le 8 mars, les femmes belges ont voulu montrer que leurs revendications n'ont pas encore abouti et qu'il reste un long chemin à parcourir. Nous avons donc voulu démarrer un réel processus avec des parlementaires sur lesquels nous allons compter pour pouvoir continuer et faire avancer concrètement des projets de loi, des actions en faveur d'une égalité entre les hommes et les femmes.

Une série d'ONG se sont adressées à la Commission Femmes et Développement, pour lui demander de chapeauter ce parlement international. A travers cette journée, nous avons voulu établir un dialogue direct entre les associations de femmes impliquées sur le thème



la marche Mondiale, pauvreté et violence, et les femmes et les hommes politiques élus, les parlementaires, et également les ministres. Nous avons voulu approcher concrètement un fonctionnement démocratique prenant davantage en compte la dimension du genre. C'était aussi important que ce débat ait lieu dans la salle du Parlement, lieu symbolique de la démocratie.

Ce parlement est une nouvelle étape dans un processus de changement de société, pour une égalité entre les hommes et les femmes.

La journée du 8 mars n'est qu'un début. Après cette date, les associations poursuivront un travail politique avec les parlementaires qui se sont engagés dans cette journée, un travail de lobby vis-à-vis des élus, afin que ces derniers prennent leurs responsabilités.

Au sujet de l'international, le Parlement des femmes a choisi deux thèmes : d'une part le soutien à la lutte des femmes afghanes, spécifiquement dans le contexte mondial actuel de l'après 11 septembre ; d'autre part, nous insistons sur l'importance de trouver des fonds pour financer un développement durable, égalitaire entre les femmes et les hommes.

Il est désormais reconnu que les femmes sont les plus touchées dans les situations de crise financière et notamment à cause de leur manque de formation, de l'analphabétisme et d'une situation d'exclusion sociale. Les résultats sont dramatiques, avec des conséquences indirectes sur la famille : des enfants retirés des écoles, des violences intra-familiales, une augmentation de la pauvreté, etc.

Le Parlement des femmes a voulu dénoncer un système économique mondialisé qui fait profiter une minorité mondiale au détriment du reste du monde. Nous dénonçons la paupérisation des femmes et la hausse des violences à leur égard, et nous voulons agir en posant des alternatives, des lois.

Ce dialogue, entamé par le Parlement International des Femmes du 8 mars 2002 entre les associations de femmes, les Parlementaires et les Ministres, devrait aboutir, dans un an, à une approche concrète d'un fonctionnement démocratique prenant davantage en compte la dimension du genre.

Les différentes interventions et les témoignages exprimés lors du Parlement International des Femmes sont repris dans les Actes qui peuvent être demandés au secrétariat de la Commission femmes et développement :

Leen De Becker DGCI - D 20

6 rue Brederode - 1000 Bruxelles Belgique

Leen.DeBecker@diplobel.fed.be

## Appel à contribution

Afin de préparer au mieux le calendrier des prochains numéros, voici les thèmes et les délais pour la remise de récits ou de courtes présentations pour les prochains numéros de Palabras

- ☛ les femmes dans les conflits armés : 2003
- ☛ les femmes et les médias : 2003
- ☛ les femmes dans les syndicats : 2003
- ☛ ...

## Recueil de récits

Nous désirons diffuser des récits issus de trois continents (Europe, Amérique latine, Afrique) qui pourront ainsi être mis en parallèle ou en perspective.

Voici quelques propositions d'éléments qu'il nous semble important de recueillir pour un récit de groupe.

- Qui compose notre groupe ? Qu'est-ce qui fait notre identité ? Que faisons-nous ensemble ?
- Quelle est l'histoire de notre groupe : quand et comment s'est-il constitué ? Dans quel contexte (politique, économique, ...) notre groupe est-il né ?
- Quelle est la participation au sein de notre groupe ? Comment fonctionne-t-il ?
- Description du combat mené : autour de quoi notre groupe s'organise-t-il ? Comment faisons-nous ? Quels rapports a notre groupe avec d'autres groupes au niveau local, national voire international ? Quelle est la vision des relations entre le Nord et le Sud ?

- Quel changement social souhaitons-nous obtenir ? Quel est notre projet ? Quels pouvoirs ? Quelle démocratie participative (quelle citoyenneté) ?
- Comment notre action collective modifie-t-elle les rapports entre hommes et femmes vers plus d'égalité ?
- Effets et conséquences de l'organisation et de l'action du groupe : effets pour notre groupe lui-même, effets pour chacune des membres, effets sur le contexte ?
- Comment voyons-nous l'avenir : pour notre combat, pour notre groupe ?

## Des idées ? Des commentaires ?

### Un récit à transmettre ?

Vous pouvez l'adresser par écrit de préférence, ou sur cassette, en espagnol ou en français, à Hélène Ryckmans.

Les textes comporteront environ cinq pages et seront transmis, si possible, sur support informatique avec le logo (si vous en avez), les coordonnées du groupe et des photos.

## © Le Monde selon les Femmes

La reproduction des articles est vivement conseillée moyennant citation de la source et envoi d'une copie à l'éditrice.

« Parce qu'on nous condamne  
au silence, je crie l et ici »

*Luz Garcia Ocampo*

Palabras/Palabres est édité avec l'aide et le soutien de :

- la Commission des Communautés Européennes  
- Direction générale du développement,
- la DGCI - Direction générale de la coopération  
internationale,
- la Fondation Talithakoum,
- le ministère de la Communauté française de  
Belgique - Direction de l'égalité des chances,
- le CNCD - Centre national de coopération au  
développement - Opération 11.11.11

### **Le Monde selon les femmes**

Rue de la Sablonnière, 18  
B - 1000 Bruxelles – Belgique

**Tél.** 32 2 223 05 12

**Fax** 32 2 223 15 12

**E mail** [info@mondefemmes.org](mailto:info@mondefemmes.org)

**Site Web** [www.mondefemmes.org](http://www.mondefemmes.org)

Pour vous abonner à Palabras,  
envoyez-nous vos coordonnées à l'adresse suivante :  
[palabras@mondefemmes.org](mailto:palabras@mondefemmes.org) ; chaque numéro paru vous  
sera envoyé avec une formule de virement

D/2002/792602 - ISSN 1378 - 5998